

teur qui paierait un prix juste et ne se ferait pas exploiter par les intermédiaires et autres personnes à la recherche de profits.

J'aimerais voir cette motion mise aux voix. J'aimerais savoir exactement si le gouvernement s'intéresse à prendre des mesures concrètes pour enrayer la hausse du coût de la vie tout en maintenant un revenu garanti pour les pauvres.

Une voix: Le vote.

M. Peters: Le député soulève une bonne question. Nous aurons maintes occasions de le faire. Permettez-moi de dire une chose, monsieur l'Orateur. En ce qui me concerne, si le gouvernement n'entreprend pas sous peu quelque chose d'utile pour résoudre certains des problèmes qui se posent, il n'aura pas mon appui. Mais je m'empresse d'ajouter, ayant entendu les conservateurs et leurs formules de rechange, qu'ils ont encore moins droit à mon appui que le gouvernement, compte tenu de leurs attermoissements à l'égard d'un problème très grave.

Puis-je déclarer qu'il est 6 heures?

L'Orateur suppléant (M. Laniel): Sauf erreur, le député a bénéficié de deux minutes supplémentaires. En conséquence, son discours est terminé. Comme il est 6 heures, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 8 heures.

(La séance est suspendue à 6 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

[Français]

M. Gilles Caouette (Charlevoix): Monsieur le président, j'ai écouté avec un certain intérêt certains des discours qui ont été prononcés cet après-midi et je trouve assez drôle qu'encre une fois des députés soient plus intéressés à faire de la politique qu'à réellement chercher à trouver des solutions valables aux problèmes qui existent présentement au Canada.

Le Parti Crédit Social du Canada reconnaît comme principe de base de sa philosophie que l'être humain est la créature la plus importante dans le monde et dans toute société, et que, de fait, aucune société ne pourrait exister sans l'individu. Afin de réellement reconnaître cette importance à l'individu, nous devons donc organiser la société de façon à respecter chaque individu quel qu'il soit.

Or, dans une société, qui se veut moderne, pour reconnaître l'importance de l'individu nous devons donc reconnaître en lui ses besoins et son droit de satisfaire à ses besoins.

Je pense bien que tous admettront avec moi que l'individu est le mieux placé pour connaître ses besoins propres et ainsi qu'il est le plus qualifié pour choisir de quelle façon et par quel moyen il peut y satisfaire.

Mais pour satisfaire aux besoins de chaque individu, la société doit être organisée de façon à lui permettre de faire ce choix tout en respectant sa liberté, c'est-à-dire qu'il faut lui garantir la sécurité avec la liberté et non pas la sécurité sans liberté, comme la sécurité de mon chien, par exemple, à qui je fournis la nourriture, les soins quand il est malade, un toit pour l'abriter, mais ceci sans liberté, parce qu'en fin de compte, je suis celui qui décide quand il mangera, ce qu'il mangera et, si je décide qu'il restera dehors, c'est moi qui le décide et non pas lui.

Revenu minimum garanti

Pourtant, je peux dire, monsieur le président, qu'il a sa sécurité, mais comme je le disais, ce n'est certes pas cette forme de sécurité qu'il faut offrir à l'individu.

Nous devons lui assurer sa sécurité mais avec sa liberté. Et voilà ce qui est le plus difficile.

Le gouvernement actuel et ceux qui l'ont précédé ont certes tenté à diverses reprises de garantir une certaine sécurité aux individus mais, chaque fois, on a appliqué des contrôles, décidé pour l'individu et limité sa liberté. Les preuves sont nombreuses à ce sujet: d'une main, on lui donne une dose de sécurité, mais de l'autre, on lui passe le collier autour du cou. Nos gouvernements agissent comme le dompteur avec son animal: d'une main, il lui offre ce qu'il aime, ce qu'il désire, et de l'autre, il lui passe un collier pour pouvoir le diriger, pour l'inviter à faire ce qu'il lui demande. Je suis certain qu'encore une fois l'animal a sa sécurité, mais il n'a certes pas sa liberté. La seule façon de réellement assurer à l'individu la satisfaction à ses besoins nous oblige à revenir au moyen d'échange entre les besoins et la production de biens nécessaires à y satisfaire.

Le moyen connu demeure toujours l'argent. Dans 50 ans ou même 100 ans, on aura peut-être établi un autre moyen d'échange. Nous retournerons peut-être au système de troc, c'est-à-dire l'échange de marchandises contre d'autres. Mais d'une façon ou d'une autre, aujourd'hui, le moyen connu, c'est encore l'argent. Il est donc nécessaire de fournir à l'individu le moyen de satisfaire à ses besoins par une production existante, c'est-à-dire le moyen d'échanger, en lui donnant l'argent nécessaire à cette fin.

Certes, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde) pourra dire que les hôpitaux ne sont pas de l'argent. Ce sont des services pour satisfaire à des besoins, et les foyers pour vieillards sont des services pour satisfaire à des besoins. Mais le ministre ne comprend pas, et ses collègues encore moins, que ces services sont sous condition de telle ou telle perte de liberté. Le vieillard dans un foyer peut-il choisir quels services il obtiendra à l'intérieur? Non. Quelle section il occupera? Non. On place le vieillard dans un coin, et l'on dit: La société s'occupe de lui, elle s'occupe de sa sécurité. Peut-être, mais elle détruit ou lui vole sa liberté, ou une partie de celle-ci. Et ce dans tous les cas où le gouvernement se met le nez dans les affaires soi-disant sociales.

Nous croyons donc que la solution au problème serait de trouver un moyen par lequel la société fournirait assez d'argent pour permettre à l'individu de faire son propre choix, et je répète, assez d'argent pour satisfaire à ses besoins fondamentaux, et faire son propre choix sans contrainte. Encore faut-il trouver par quel moyen le société peut reconnaître ces exigences et satisfaire pleinement aux besoins de tous sans pour cela pénaliser d'autres individus, comme cela existe actuellement.

Monsieur le président, la philosophie du gouvernement actuel réside dans le fait qu'il faut répartir les richesses. On a entendu les ministériels à tour de rôle, nous parler de cela: répartir les richesses, enlever à ceux qui en ont trop pour en donner à ceux qui n'en ont pas. De cette façon, on réduit le potentiel de chacun pour obtenir en fin de compte toute une «gang» de «on n'a pas», alors que moins d'individus possèdent quelque chose. Une société où l'on répartit les richesses, voilà la société juste que l'on désire. Mais que se passe-t-il vraiment? On accorde des exemptions d'impôt aux grandes sociétés et cela aide les petits, ainsi que la permission d'augmenter leurs prix. C'est ce qui se produit au sujet du sucre, du fer et de l'huile. Cette façon d'aider les plus démunis est probablement dans l'esprit du gouvernement. De plus, ce qui est encore plus étonnant, les